

MINISTRE DES MINES

ARRETE N° 1923/2012

Modifiant les tarifs de prestation de service du Laboratoire National des Mines relatifs au test et au poinçonnage de l'Or

Vu la constitution ;

Vu l'Ordonnance N° 2009-012 du 18 Décembre 2009 relative à la réorganisation du régime de la Transition vers la IV^{ème} République ;

Vu la loi N° 99-022 du 19 Août 1999 portant code minier, modifiée par la loi N° 2005-021 du 17 octobre 2005 ;

Vu le décret N° 98-394 du 28 Mai 1998 portant définition de la politique minière ;

Vu le décret N° 2006-910 du 19 Décembre 2006 fixant les conditions d'application de la loi N° 99-022 du 19 Août 1999 portant code minier, modifiée par la loi N° 2005-021 du 17 octobre 2005 ;

Vu le décret N° 023 du 25 Janvier 2010 portant modification de certaines dispositions du décret N° 2006-910 du 19 Décembre 2006 fixant les conditions d'application de la loi N° 99-022 du 19 Août 1999 portant code minier, modifiée par la loi N° 2005-021 du 17 octobre 2005 ;

Vu le décret N° 2011-653 du 28 Octobre 2011 portant nomination du Premier Ministre, Chef du Gouvernement de transition d'Union Nationale ;

Vu le décret N° 2011-687 du 21 Novembre 2011 portant nomination des membres du Gouvernement de Transition d'Union Nationale ;

Vu le décret N° 2011-721 du 06 Décembre 2011, fixant les attributions du Ministre des Mines ainsi que l'organisation générale de son Ministère ;

Vu l'Arrêté N° 03.673/2010 du 10 mars 2010 fixant les tarifs de prestation de service du Laboratoire National des Mines.

ARRETE

Article premier : Les tarifs de test et de poinçonnage de l'Or présenté auprès du Laboratoire National des Mines sont fixés comme suit :

SOUS FORME DE BIJOUX

Pour toute quantité : 1.500 Ariary par gramme

AUTRES FORMES QUE DES BIJOUX

Quantité inférieure ou égale à cinq (05) kilos : 2.000 Ariary par gramme

Quantité supérieure à cinq (05) kilos : 1.500 Ariary par gramme

Article 2 : Toutes dispositions antérieures contraires au présent arrêté, notamment celles de l'arrêté N° 03.673/2010 du 10 mars 2010 sont et demeurent abrogées

Article 3 : Le présent arrêté entre immédiatement en vigueur dès qu'il aura reçu publication par radiodiffusion ou affichage, indépendamment de son insertion au Journal Officiel.

Fait à Antananarivo, le 08 FEV 2012

